

Arrêté n° HC 130935 SAITG du 1er octobre 2024 portant création et approuvant les statuts de la communauté de communes Mihiroa-Havaiki regroupant les communes de Arutua, Fakarava et Rangiroa

(NOR : ETA24300704AR)

Paru in extenso au journal officiel n°114 N du 09/10/2024 à la page 18871 dans la partie ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Version en vigueur au 15/11/2024

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 514-1 et suivants ;

Vu les délibérations des 27 et 31 octobre et 27 novembre 2023 des conseils municipaux des communes de Fakarava, Rangiroa et Arutua demandant au haut-commissaire de la République en Polynésie française de fixer le périmètre d'une future communauté de communes dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu l'arrêté n° HC 128308 SAITG du 9 juillet 2024 portant fixation du projet de périmètre d'une future communauté de communes dans l'archipel des Tuamotu et sa notification du 10 juillet 2024 ;

Vu les délibérations concordantes approuvant la création de la communauté de communes Mihiroa-Havaiki et ses statuts, suivantes :

- n° 49-2024 du 27 août 2024 du conseil municipal de la commune de Fakarava ;

- n° 37-2024 du 27 août 2024 du conseil municipal de la commune de Rangiroa ;

- n° 44-2024 du 31 août 2024 du conseil municipal de la commune de Arutua.

Vu l'avis n° 1484 CM du 29 août 2024 rendu par le conseil des ministres ;

Considérant l'intérêt manifesté par les communes concernées de créer une communauté de communes permettant la mutualisation des moyens ;

Considérant la continuité territoriale d'un seul tenant et sans enclave entre ces trois communes ;

Considérant que l'ensemble des conditions prévues aux articles L. 5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales sont remplies ;

Sur proposition de la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier,

Arrête :

Article 1er

Il est créé entre les communes de Arutua, Fakarava et Rangiroa une communauté de communes dénommée « communauté de communes Mihiroa-Havaiki ».

Art. 2

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de Arutua sise au village de Rautini, commune de Arutua.

Art. 3

La communauté de communes Mihiroa-Havaiki est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4

La communauté de communes Mihiroa-Havaiki a pour objet :

- d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration de projets et d'actions d'intérêts communautaires, en lien avec les compétences qui lui sont transférées ;
- de mener de façon coordonnée les études et travaux, et de mettre en oeuvre les équipements collectifs que le conseil communautaire jugerait utiles à l'exercice des compétences qui lui sont dévolues ;
- de gérer en commun les services qui sont utiles à l'exercice des compétences qui lui sont transférées.

Art. 5 Rédaction issue de Arrêté n° HC 132059/SAITG du 12 novembre 2024

À compter du 1er janvier 2025, la communauté de communes Mihiroa-Havaiki exerce en lieu et place des communes membres pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

- le transport entre les îles ;
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Art. 6

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire composé de sept (7) membres élus par les conseils municipaux des communes membres.

La répartition des sièges au sein du conseil communautaire est effectuée en fonction de la population de chaque commune membre dans les conditions suivantes :

- commune de Arutua : 2 membres titulaires et 2 membres suppléants ;
- commune de Fakarava : 2 membres titulaires et 2 membres suppléants ;
- commune de Rangiroa : 3 membres titulaires et 3 membres suppléants.

Art. 7

Les statuts de la communauté de communes sont approuvés et annexés au présent arrêté.

Art. 8

Le trésorier des archipels est désigné comptable de la communauté de communes.

Art. 9

Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, le trésorier des archipels et les maires des communes de Arutua, Fakarava et Rangiroa sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Éric SPITZ

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° HC 130935 SAITG du 1er octobre 2024](#), JOPF n° 114 N du 09/10/2024 à la page 18871
- [Arrêté n° HC 132059/SAITG du 12 novembre 2024](#), JOPF n° 132 N du 15/11/2024 à la page 21161